Document généré le 6 juil. 2025 00:19

Rabaska
Revue d'ethnologie de l'Amérique française

Retour sur la XVIe conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) à Québec : 1992, année charnière de la muséologie québécoise
Returning to the XVIth general conference of the International Council of Museums (ICOM) in Québec City: 1992, the pivotal year for Quebec's museology

Yves Bergeron, René Rivard et Cyril Simard

Volume 11, 2013

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1018513ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1018513ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société québécoise d'ethnologie

ISSN

1703-7433 (imprimé)
1916-7350 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bergeron, Y., Rivard, R. & Simard, C. (2013). Retour sur la XVIe conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) à Québec : 1992, année charnière de la muséologie québécoise. *Rabaska*, *11*, 7–24. https://doi.org/10.7202/1018513ar

Résumé de l'article

Cet article met en perspective le réseau muséal québécois au moment où se tenait à Québec en septembre 1992 la XVIe conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) sous le thème « Musées : y a-t-il des limites ? » Il s'agit d'un moment historique qui est marqué par une effervescence sans précédent dans le développement du réseau muséal. Pour la première fois, une série de publications soulignaient l'histoire et le rôle social des musées. Cette XVIe conférence de l'ICOM a notamment contribué au rayonnement et à la reconnaissance de la muséologie québécoise sur la scène internationale. Les témoignages de deux muséologues, Cyril Simard et René Rivard, servent de trame de fond à ce moment fondateur pour l'histoire des musées.

Tous droits réservés © Société québécoise d'ethnologie, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Études

Retour sur la XVIe conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) à Québec : 1992, année charnière de la muséologie québécoise

YVES BERGERON
Université du Québec à Montréal

RENÉ RIVARD
Bureau d'études Cultura, Montréal

CYRIL SIMARD
Société du réseau Économusée, Québec

Selon l'adage populaire,
lorsqu'on partage nos rêves,
n'est-ce pas le début de la réalité ?

Il y a 20 ans : ICOM 1992

Dans un article publié dans *Vie des arts* peu de temps avant la Conférence générale d'ICOM, la directrice générale de la Société des musées québécois (SMQ), Sylvie Gagnon, attirait l'attention sur les grandes tendances qui transformaient les musées et elle posait la question suivante : « Le produit muséal québécois est-il exportable ?[1] » Elle rappelait notamment l'Accord de coopération signé en 1991 entre le Canada et la France devant favoriser l'échange d'expositions[2], de spécialistes et de stagiaires. Après un long passage à vide, le réseau des musées québécois connaissait un développement important qui favorisait l'innovation et la créativité. Afin de préparer la Conférence générale des musées, le réseau muséal québécois préparait le terrain et proposait une réflexion sur l'état de la muséologie au Canada et au Québec.

En prévision du congrès d'ICOM, la Société des musées québécois publiait un numéro spécial de la revue *Musées* proposant un « portrait de famille des

1. Sylvie Gagnon, « Les Tendances de la muséologie : le produit muséal du Québec est-il exportable ? », *Vie des arts*, vol. 37, n° 148, 1992, p. 34.

2. Ce programme a été mis en place par le ministre des Communications du Canada, Marcel Masse.

musées » qui se voulait un véritable bilan de l'expérience muséale au Québec[3]. Ce portrait de famille insiste notamment sur l'histoire relativement jeune de la muséologie québécoise, mais met en perspective ce « vaste horizon » qui s'ouvre en raison du métissage des approches qui se situent, comme le souligne la présidente de la Smq, « au carrefour de l'Europe et de l'Amérique ». France Gascon utilise le terme « effervescence » pour qualifier la muséologie québécoise « qui en fait un laboratoire où se vivent, en accéléré, tous les bouleversements qui affectent, partout dans nos sociétés occidentales l'institution muséale québécoise et la place qu'elle occupe.[4] » On retrouve dans ce numéro une première synthèse de l'histoire des musées signée par Jean Trudel[5] qui dirige alors la maîtrise en muséologie à l'Université de Montréal. Arlette Blanchet propose en complément une réflexion sur l'évolution récente des musées de 1985 à 1992 afin de dégager ce qu'elle qualifie comme la « spécificité québécoise ». L'intérêt des Québécois pour l'histoire et l'ethnographie favorise la création de nouveaux musées ou « archives et objets anciens se sont retrouvés au musée pour dire une histoire trop longtemps oubliée, voire même cachée, car ils témoignaient d'une époque difficile[6] ». Ces nouveaux musées sont présentés comme des agents de développement économique et deviennent « instrument de l'autoaffirmation d'une culture. » Mais la spécificité de la muséologie québécoise se retrouve dans les textes de Francine Lelièvre[7] et de Luc Courchesne[8] consacrés à la muséographie québécoise et aux techniques muséographiques. Ce sont ces dispositifs qui, comme le rappelle à juste titre Luc Courchesne, font en sorte que « le musée est un pourvoyeur de sens et la mise en exposition, un acte de communication.[9] » Il ne fait plus aucun doute que le musée n'est plus simplement un temple dédié à la conservation du patrimoine, mais qu'il est devenu une véritable machine à communiquer. Cette nouvelle position crée des tensions dans le monde conservateur des musées. Francine Lelièvre souligne avec justesse ces tensions entre les musées qui privilégient le discours et les musées qui demeurent centrés sur les collections :

3. « Les Musées au Québec : portrait de famille / A window on Quebec museums », *Musées*, vol. 14, nº 3, septembre 1992, Montréal, Smq, 96 p.

4. France Gascon, « Icom. La parole aux hôtes, *Musées*, vol. 14, nº 3, 1992, p. 3.

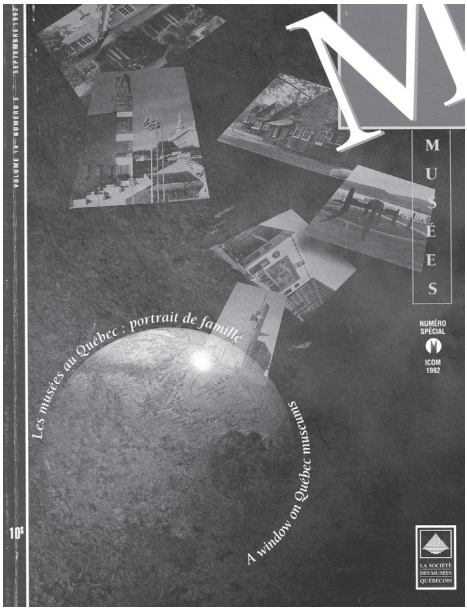
5. Jean Trudel, « Le Développement des musées au Québec », *Musées*, vol. 14, nº 3, 1992, p. 6-10.

6. Arlette Blanchet, « Les Institutions muséales au Québec de 1985 à 1992 », *Musées*, vol. 14, nº 3, 1992, p. 21.

7. Francine Lelièvre, « La Muséographie québécoise, sa relative jeunesse », *Musées*, vol. 14, nº 3, 1992, p. 56-57.

8. Luc Courchesne, « Techniques nouvelles en muséographie », *Musées*, vol. 14, nº 3, 1992, p. 63-65.

9. *Ibid.*, p. 63.



Numéro spécial ICOM 1992 de la revue *Musées* de la Société des musées québécois : *Les Musées au Québec : portrait de famille.*

> Dorénavant, l'objet n'est plus le seul centre des préoccupations des institutions à caractère muséal ; le discours commence à prendre une très grande place surtout dans les centres d'interprétation. La mémoire collective et l'interdisciplinarité sont réintégrées aux programmes de mise en valeur du patrimoine. Les rôles éducatifs et populaires des centres d'interprétation se manifestent par la présentation d'un maximum d'explication, de photographies et de cartes accompagnant les objets et même quelques fois les remplaçant. Cette façon de faire suscite d'importants débats avec les musées pour que l'objet et l'œuvre demeurent la raison d'être.[10]

Ce changement de paradigme fait en sorte que le rôle des designers et des muséographes transforme en profondeur le rapport que les musées entretiennent avec les visiteurs. C'est pourquoi Bernard Schiele signe un article qui confirme le rôle de l'évaluation dans les musées qui permet de mesurer l'expérience muséale des visiteurs[11]. Il ne fait aucun doute que cette préoccupation pour les visiteurs constitue une des caractéristiques fondamentales de la muséologie québécoise.

L'Association des musées canadiens publiait également un numéro spécial de la revue *Muse* sous le thème « L'État des musées au Canada » afin de

10. Francine Lelièvre, « La Muséographie québécoise, sa relative jeunesse », *op. cit.*, p. 57.

11. Bernard Schiele, « L'Évaluation au Québec. Aperçu des tendances », *Musées*, vol. 14, nº 3, 1992, p. 72-75.

« présenter les musées canadiens au reste du monde muséal et de créer ainsi une source durable de références à l'intention de tous ceux – au Canada ou ailleurs – que la muséologie canadienne intéresse.[12] » Barbara Tyler et Jean Trudel rappellent les investissements majeurs du gouvernement canadien en 1967 pour le Centenaire du Canada et l'élan donné par le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau dans les années 1970 qui souhaitait mettre les musées à la portée de tous les citoyens. Leur analyse se révèle plus critique et pessimiste. Ils dénoncent le désengagement de l'état dans le financement du réseau muséal. Ils imputent cette dérive à la « mondialisation de l'économie » et au désintérêt des politiciens à l'égard de la culture. Ils concluent leur texte de présentation par ces mots :

> De toute évidence, l'ancien ordre des choses cède la place à une nouvelle situation encore en rodage. Au Canada comment ailleurs, ce sont les institutions classiques, avec leurs vastes collections, leur important personnel et leurs frais généraux élevés qui représentent cet ancien ordre. Il est bien possible que le nouvel ordre se trouve à la frontière des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, là où les musées se fondent totalement dans le tissu de la population qu'ils desservent. Seul l'avenir nous le dira.[13]

Malgré le ton pessimiste des représentants de l'Association des musées canadiens, Duncan Ferguson Cameron pose un regard critique, mais réflexif sur les tendances qui favorisent des transformations profondes dans les musées. Il termine sa réflexion en rappelant le projet de Benjamin Franklin de créer en 1728 à Philadelphie une bibliothèque communautaire dans le « but d'alimenter une réflexion honnête et décente et de contribuer par tous les moyens à l'amélioration de l'humanité.[14] » Cameron rappelle que cette bibliothèque est devenue le modèle des bibliothèques publiques et gratuites et que ces valeurs reposent sur une entente basée sur la conservation et l'accessibilité de ses collections.

Si le congrès d'Icom mobilise l'ensemble du monde muséal, l'impact social et économique des musées soulève l'attention du milieu économique. C'est pourquoi la revue *Forces* publie un numéro consacré aux musées québécois[15]. Le président du conseil d'administration de la Société d'édition de la revue *Forces* (Revue de documentation économique, sociale et culturelle), Marcel Couture, intitule son texte de présentation « Des musées pour le troisième millénaire ». L'auteur remet en perspective le contexte particulier dans lequel évoluent les musées québécois qui sont perçus comme étant de

12. Jean Trudel et Barbara Tyler, « L'État des musées au Canada », *Muse*, 1992, p. 3.
13. *Ibid*., p. 4.
14. Duncan Ferguson Cameron, « Savoir faire peau neuve : les musées et leur nouvelle identité », *Muse*, 1992, p. 14.
15. « Pleins feux sur les musées/Museums in the Spotlight », *Forces*, nº 98, 1992, 94 p.

plus en plus diversifiés, attirant de nouveaux publics plus informés et plus critiques :

> Faut-il interpréter cette effervescence comme l'expression d'un besoin, dans un monde en trop rapide mutation, de l'objet muséologique comme « objet témoin » de ce que nous avons été, de ce que nous sommes et de ce que nous serons ? Dans le cas du Québec, société jeune, force est de reconnaître qu'il s'est agi aussi de fournir un effort particulier afin de rattraper le temps perdu et de se mettre au rythme d'un mouvement mondial de multiplication des formules muséales et des champs d'intérêts des divers publics, mouvement clairement identifiable et dont ce numéro fait état.[16]

Il convient également de rappeler le numéro spécial publié[17] par la revue *Cap-aux-Diamants* un an avant le congrès d'Icom sous le titre « Des trésors de musées » dans lequel Philippe Dubé et Raymond Montpetit signaient un article de synthèse sur la naissance de nos premiers musées[18].

Musées : y a-t-il des limites ?

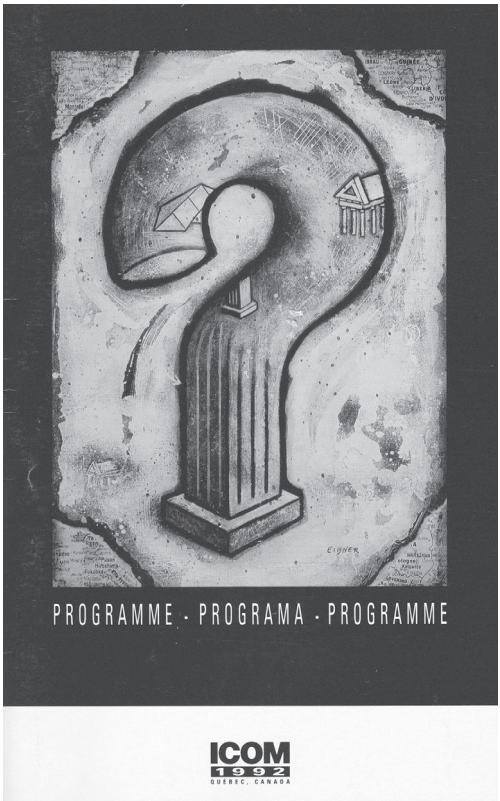
Les séances plénières du congrès d'Icom développaient le thème central « Musées : y a-t-il des limites ? » qui se déclinait en une série de sous-thèmes comme « Le musée au service de la société et de son développement », « Les musées et le centre commercial », « Les diversités culturelles et les musées », « Où en sommes-nous ? Quelles devraient être les prochaines étapes ? » ou « Le forum interdisciplinaire ». Les conférenciers étaient invités à exposer des « idées-chocs » basées sur des expériences personnelles[19] », comme la conférence de Jacques Hainard intitulée « Plaidoyer pour des musées sans limites » où il exposait sa vision de la muséographie et plaidait pour la création de « musées de tout ».

Il ne fait aucun doute que le congrès de 1992 a été marquant à plusieurs égards. Il s'est tenu alors que le réseau muséal québécois connaissait un développement majeur. La présence à Québec des membres du Conseil international des musées a contribué à la reconnaissance de la muséologie nord-américaine et plus particulièrement québécoise.

Vingt ans après la tenue du congrès du Conseil international des musées à Québec, nous avons demandé à Cyril Simard et à René Rivard, qui participèrent activement à ce congrès, de témoigner du contexte et des impacts de cet événement majeur de l'histoire contemporaine de la muséologie québécoise.

---

16. Marcel Couture, « Des musées pour le troisième millénaire », *Forces*, nº 98, 1992, p. 2.
17. « Des trésors de musées », *Cap-aux-Diamants*, nº 23, printemps 1991, 86 p.
18. Philippe Dubé et Raymond Montpetit, « Naissance de nos premiers musées», *Cap-aux-Diamants*, nº 23, printemps 1991, p. 10-13.
19. *Programme – Programa – Programme,* Icom *1992*, Québec, Canada, p. 11.



Programme officiel de la XVIe conférence générale du Conseil international des musées à Québec dans les trois langues officielles de l'ICOM, le français, l'anglais et l'espagnol.

* * *

« **Quoi ! Ils ont des musées au Québec ?** »

La XVIe Conférence générale des membres du Conseil international des musées (ICOM), affilié à l'UNESCO, qui a lieu tous les trois ans, s'est tenue à Québec du 19 au 26 septembre 1992. Nancy Hushion, présidente de la conférence, entend au début de l'événement cette remarque pleine de sous-entendus venant de la bouche d'un délégué français : « Quoi ! Ils ont des musées au Québec ? » À cette allusion qui relève visiblement de l'ignorance, elle exige de ce délégué qu'il aille voir les musées de Québec, de Montréal et du Québec avant d'émettre un tel commentaire.

L'organisation de cet événement rassemblant plus de 1 800 délégués venant de 78 pays s'était amorcée six ans plus tôt. Revenant en avion de Buenos Aires où s'était tenue à l'automne 1986 la XIVe conférence de l'ICOM, Cyril Simard et René Rivard discutent ensemble de l'idée d'obtenir l'assem-

blée générale de l'Icom à Québec en 1992[20], celle de 1989 étant déjà prévue à La Haye, en Hollande.

Une date butoir d'une telle envergure allait sans doute avoir une influence sur l'énorme quantité de projets en muséologie en attente de décision au Québec et au Canada. L'idée est acceptée rapidement et avec enthousiasme lors du congrès de la Société des musées québécois (Smq), à Sept-Îles, le 21 juin 1987. La résolution présentée par Cyril Simard et appuyée par Marcel Caya et Claude Gosselin, est adoptée à l'unanimité.

Les préparatifs

Une équipe de quatre personnes s'attaque rapidement à la lourde tâche de monter le dossier de candidature de la ville de Québec à temps pour les délibérations du conseil exécutif de l'Icom qui se tiendra à Paris le 13 novembre 1987. Il s'agit de Cyril Simard, président, alors chargé du concept de l'agrandissement du Musée des beaux-arts du Québec, Pierre Mayrand, directeur de l'Écomusée de la Haute-Beauce – fleuron institutionnel québécois – et professeur à l'Université du Québec à Montréal, Claude Gosselin du Ciac et Louis Dussault, président du Comité des amis des musées du Québec.

Ils sont conscients qu'il leur faut présenter un dossier impeccable, car la concurrence sera féroce. Barcelone et Los Angeles sont sur les rangs, le délégué de cette dernière ville étant assuré de sa victoire ! Un dossier soigné dans sa forme comme se doit de l'être une exposition et du papier Saint-Gilles font partie de la stratégie. Le Palais des congrès de Québec étant trop petit pour réunir tous les comités en même temps, ce que pouvaient faire les compétiteurs, le comité organisateur choisit d'offrir au conseil exécutif de l'Icom des lieux patrimoniaux dispersés dans la ville, ce qui donnait une valeur ajoutée à l'offre québécoise.

La candidature de Québec est présentée à Paris le 14 décembre 1987 au siège social de l'Unesco. Elle est bien justifiée et soutenue par des recommandations de haut niveau de tous les gouvernements[21]. Le vote secret est décisif et Québec est finalement retenue comme ville hôtesse. Devenu président de la Smq en 1988, puis président de la Commission des biens culturels du Québec la même année, Cyril Simard formera un comité provisoire composé de Henri Dorion, Louis Dussault, Richard Gauthier et Maurice Piché avant de passer le relais.

20. *Musées*, vol. 10, nº 2, 3, 4, 1987, p. 88.

21. Dossier de présentation Icom – Québec 1992. Le dossier comporte quelques lettres d'appui dont celles de : Brian Mulroney, Premier Ministre du Canada, Flora McDonald, ministre des Affaires étrangères, Robert Bourassa, Premier Ministre du Québec, Lise Bacon, vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles, Gil Rémillard, ministre des Relations internationales, William J. Withrow, Art Gallery of Ontario, Hélène Lamarche, présidente de la Smq, Jacques Dalibard, président de Heritage Canada, Carol Sprechman, Fédération des Amis des musées et Jean Pelletier, Maire de Québec.

Quelques mois plus tard, ce comité se transforme en un bureau élargi formé au sein d'Icom-Canada. Il est dirigé par Nancy Hushion, alors présidente d'Icom-Canada et par conséquent présidente d'Icom'92. Lors de cette conférence, le président du comité consultatif de l'Icom est aussi un Canadien : Brian Arthur, alors directeur de l'Institut canadien de conservation à Ottawa. L'architecte et urbaniste Marcel Junius en est le directeur général. Ses connaissances en patrimoine, son expérience en administration et ses qualités de diplomate ont assuré une crédibilité solide et tenace dès le départ. C'est à ce moment qu'on voit apparaître – pour une première fois – les directeurs de grands musées qui participaient peu souvent aux activités de la Société des musées québécois.

La liste des membres du comité organisateur est prestigieuse. Le bureau du comité organisateur prend forme. La présidence est confiée comme il se doit à Nancy Hushion secondée par deux vice-présidents : Roland Arpin (directeur général du Musée de la civilisation) et Pierre Théberge (directeur du Musée des beaux-arts de Montréal). Le poste de trésorier est confié à Pierre Henry (relationniste chez Pratt et Whitney). L'équipe est secondée par Andrée Laliberté-Bourque (directrice générale du Musée du Québec), Jean-Michel Beck, et Pierre Mayrand (professeur de muséologie à l'Université du Québec à Montréal). Quinze autres membres du conseil représentent divers musées du Canada et deux membres ex officio : France Gascon, représentant la Société des musées québécois et Jean Trudel, représentant l'Association des musées canadiens. La direction générale fut confiée à Marcel Junius assisté de Charles-Henri Roy, de Patrimoine canadien. Le comité de liaison était présidé par Pierre Mayrand assisté de membres et d'agents de liaison représentant les sous-comités de l'Icom. Enfin, divers comités complétaient la structure administrative mise sur pied pour organiser la conférence Icom'92, sans compter les nombreux bénévoles qui y participaient.

Il faut enfin souligner la contribution de Céline Saucier[22] pour avoir assumé bénévolement pendant quatre années entières la direction des communications des événements et du salon des exposants de ce congrès international. Si on parle d'un événement réussi, c'est qu'au-delà des activités rassemblant les membres de l'Icom, le congrès s'est terminé avec un excédent financier important.

Un contexte favorable

La proposition faite en 1987 pour la tenue à Québec de la XVIe conférence générale de l'Icom en 1992 s'inscrivait dans un contexte favorable. La « Révolution tranquille » avait ouvert la voie au Québec, entraînant avec elle une multitude de projets culturels de toutes sortes, dont plusieurs encouragent

22. Céline Saucier, qui habite à Québec, est actuellement consul honoraire de Norvège.

le renouveau du réseau muséal. Le gouvernement canadien est alors dirigé par Brian Mulroney et Marcel Masse, son ministre des Communications, s'intéresse particulièrement au réseau muséal canadien et québécois. L'année 1987 est marquée par les débats au sujet d'un projet d'Accord du lac Meech visant à réintégrer le Québec dans l'accord constitutionnel de 1982 – alors qu'à Québec, Robert Bourassa, qui a repris le pouvoir l'année précédente, donne le coup de barre pour que le Musée de la civilisation de Québec ouvre ses portes au plus tôt. Le premier ministre désigne Roland Arpin comme directeur général et accorde au Musée une enveloppe financière adéquate afin de parachever les travaux d'infrastructure avec un budget de fonctionnement important afin de constituer l'équipe du nouveau musée national.

Il est important de rappeler qu'au milieu des années 1980, le paysage muséal canadien compte près de 1 200 musées, alors qu'on n'en dénombrait que 185 au début des années 1960.

Parcs Canada a joué un rôle majeur dans le développement du réseau muséal canadien. Créé officiellement en 1911, Parcs Canada arrive à l'apogée de la création de son réseau de centres d'interprétation dans les lieux historiques nationaux et les parcs naturels fédéraux du Québec : Parc de l'Artillerie à Québec, Forges du Saint-Maurice à Trois-Rivières, Fort Chambly, Maisons de Georges-Étienne Cartier à Montréal et de Louis S. Saint-Laurent à Compton, Site de la bataille de la Châteauguay à Howick, pour n'en nommer que quelques-uns.

La construction du Musée de la civilisation de Québec est presque terminée ; entreprise sous la direction de Guy Doré, elle se poursuit activement avec Roland Arpin qui, simultanément, fait réaliser les premières expositions, grandes et petites, qui y seront présentées. La préoccupation du public a préséance sur l'objet : une approche déjà pressentie dans le document d'orientation de 1983, non rendu public[23]. Roland Arpin qui sera désigné comme directeur général du Musée fait adopter au mois d'août 1987 par le Conseil des ministres le concept officiel intitulé *Mission, concept et orientations. Un monde en continuité et en devenir*[24] qui sera traduit et qui circulera largement dans le monde des musées. Le musée ouvrira officiellement ses portes quelques mois plus tard en 1988.

Le gouvernement fédéral inaugure en 1989 le nouveau Musée canadien des civilisations à Gatineau qui remplace le Musée de l'Homme du Canada.

23. « Le Nouveau Musée : centre national de l'innovation et de la créativité ». Extrait d'un document non publié, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1983, 32 p. illustrées. Direction de la muséologie : André Juneau, directeur – Concept : Cyril Simard et Design+Communication. Le document de présentation permettra aux sous-ministres Roland Arpin et Nicole Martin de convaincre le Conseil des ministres à prendre une décision sur les coûts à prévoir pour son fonctionnement dès la première année.

24. *Mission, concept et orientations. Un monde en continuité et en devenir,* Québec, Musée de la civilisation, [1987], 27 p.

Il s'agit du plus important musée canadien dans la mesure où il est le plus ancien musée national. Son directeur George F. MacDonald et son équipe se sont inspirés des théories de Marchall McLuhan sur les communications. L'ouvrage présentant l'approche du Musée, intitulé *Un musée pour le village global*[25], tire d'ailleurs son titre de McLuhan. Cette institution qui se définit comme un musée d'histoire humaine propose une approche semblable à celle définie par l'équipe du Musée de la civilisation.

Le Musée du Québec développe, quant à lui, un projet d'agrandissement et d'annexion de l'ancienne prison, lequel sera complété en 1991, un an avant la tenue d'Icom'92. Dès 1987, Cyril Simard, à titre de directeur de la planification et du développement, « imagine l'intégration des bâtiments en deux axes : l'axe mémoire liant la prison au Musée et l'axe écologique invitant le passage de la ville vers le parc.[26] »

Le 350e anniversaire de Montréal est anticipé, lui aussi, avec frénésie, car la Ville se dote d'un nouveau et grand musée municipal, le Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, dont le succès dès 1992 dépasse les frontières de Montréal et du Québec. À Montréal, le Biodôme ouvre ses portes ; sorte de microcosme de la nature, il propose aux visiteurs une vision globale du vivant et le défi de sauvegarder la planète pour les générations à venir. Du côté muséal, les grandes et petites institutions de Montréal veulent faire peau neuve, soit par un agrandissement – le Musée des beaux-arts et le Musée McCord d'histoire canadienne – ou un nouveau bâtiment – le Musée d'art contemporain. D'autres se manifestent par de nouvelles expositions permanentes et par divers événements commémorant le 350e de la fondation de Montréal. Bien que fondé dès 1979 par Phyllis Lambert, le Centre canadien d'architecture à Montréal prendra plus d'une dizaine d'années avant de s'installer, boulevard René-Lévesque, dans la maison Shaughnessy et le bâtiment contemporain qui l'entoure achevé en 1989. L'équipement culturel offre alors 30 000 m^2 pour ses activités muséales, publiques et privées. Le Cca est complètement opérationnel en 1992, pour la tenue d'Icom'92, en cette année charnière de la muséologie québécoise.

À la fin des années 1980, le Musée du Séminaire veut faire peau neuve et se transforme pour devenir le Musée d'histoire de l'Amérique française[27]. Il entreprend un vaste travail de mise à niveau de ses fonctions institutionnelles et de ses espaces muséaux. Alors qu'Icom'92 approche à grands pas, le musée entreprend en 1991 l'inventaire informatisé de ses collections renfermant

25. George F. MacDonald et Stephen Alsford, *Un musée pour le village global,* Hull, Musée canadien des civilisations, 1989, 251 p.

26. Pierre B. Landry, *75 ans chrono. Le Musée national des beaux-arts du Québec, 1933-2008*, Québec, Mnbaq, 2009, p. 204.

27. Voir Yves Bergeron, *Trésors d'Amérique française*, Québec/Montréal, Musée de l'Amérique française et Fides, 1996, 12 p.

environ 110 000 objets. Deux ans plus tard, il prend officiellement le nom de Musée de l'Amérique française[28] et fait partie intégrante des nouveaux projets de 1992.

Sur un autre plan, le Québec s'ouvre aux nouvelles muséologies. Au début des années 1980, on assiste à la création de plusieurs écomusées : Haute-Beauce, Maison du fier monde à Montréal, Insulaire aux îles de Sorel, Deux-Rives à Saint-Constant, Vallée de la Rouge à Nominingue, Rivière Pentecôte sur la Côte-Nord. Deux de ces écomusées sont reconnus et soutenus par le ministère de la Culture et des communications. Le premier étant l'Atelier international du futur Mouvement international pour une nouvelle muséologie – le MINOM – tenu en 1984 à Montréal, en Haute-Beauce et à Québec. Pierre Mayrand, René Rivard et des collaborateurs accueillent des délégations d'une dizaine de pays. Des formations en nouvelles muséologies sont données à l'Université du Québec à Montréal et à Laval, avec René Rivard, Pierre Mayrand, Raymond Montpetit et Philippe Dubé. La reconnaissance internationale des avancées du Québec en ce domaine se fait avec l'UNESCO par la création du comité MINOM au sein de l'ICOM. Le second étant l'Écomusée du fier monde à Montréal qui se distingue tout particulièrement en devenant le premier écomusée enraciné dans le monde urbain.

De plus, le concept d'Économusée défini par Cyril Simard est en pleine expérimentation à la Papeterie Saint-Gilles[29], dans Charlevoix, et dans quatre expériences-pilotes. 1992 est l'année de création de la « Fondation des Économusées® », lancée lors du congrès ICOM'92. Trois ans auparavant, la Papeterie Saint-Gilles et son concept gagnaient le premier prix de l'Innovation touristique du Québec. En 1992, le cinéaste Arthur Lamothe réalise son film *L'Écho des songes* sur les artistes amérindiens et inuit contemporains au Canada ; une présentation aura lieu lors de la XVIe conférence de l'ICOM.

Tel est, en quelque sorte, l'état des projets et de l'effervescence qui précédaient et annonçaient la tenue de la XVIe conférence générale de l'ICOM à Québec en septembre 1992.

La conférence générale ICOM'92 en marche

L'organisation d'ICOM'92 peut donc compter sur un contexte fort propice à la venue de milliers de délégués dans la capitale québécoise. Le thème retenu pour ces assises internationales sera bien sûr en lien avec l'effervescence du monde muséal au début des années 1990. L'ICOM accepte le thème proposé par le comité organisateur, un thème décliné de manière différente dans cha-

28. Le Musée de l'Amérique française sera finalement intégré en 1995 au complexe muséal du Musée de la civilisation de sorte que les collections acquièrent le statut de collection nationale.

29. En 1988, Cyril Simard publie une partie de sa thèse de doctorat préfigurant le concept d'économuséologie : Cyril Simard, *Les Papiers Saint-Gilles. Héritage de Félix-Antoine Savard*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 157 p.

cune des langues officielles de l'Unesco et de l'Icom : *Musées : Y a-t-il des limites ? – Museos : Posibilidades sin fronteras ? – Museums : Rethinking the Boundaries ?*[30]

Principaux intervenants

Alpha Oumar Konaré, alors président de l'Icom et depuis peu président de la République du Mali, fait remarquer le caractère historique de la conférence qui est la première à se tenir au Canada depuis la création de l'organisation en 1946 et, aussi, la première à réunir plus de 1 800 délégués et participants.

En l'absence du président Konaré, la cérémonie d'ouverture d'Icom'92 est animée par la vice-présidente Irina Antonova, originaire de l'Urss. Après les salutations d'usage, elle demande au directeur général de l'Unesco, M. Federico Mayor de prendre la parole. Il termine son allocution par une affirmation en lien avec le thème de la Conférence :

> […] dans les circonstances actuelles, on pourrait envisager ce qu'un muséologue québécois a appelé la « muséologie de l'imprévisible[31] », c'est-à-dire celle de l'interrogation et de la remise en question permanentes. Songeons à tout ce qui s'est passé depuis la dernière Conférence de l'Icom en août 1989… [faisant allusion à la chute du régime communiste, du mur de Berlin] Oui, les musées aussi doivent oser le changement.[32]

Les discours officiels sont complétés par John Ciaccia, alors ministre des Affaires internationales au gouvernement du Québec, et par le président du Conseil du trésor du Canada, Gilles Loiselle. Le discours inaugural est, quant à lui, prononcé par Nokolai Gubenko, président de l'Association internationale de promotion culturelle de la Fédération de Russie, qui s'est longuement entretenu du changement muséal à partir des événements survenus en Urss depuis quelques années.

Ce discours inaugural est suivi de trois intervenants qui mettent sur la table des « idées-chocs » : Reesa Greenberg, historienne de l'art à l'Université Concordia de Montréal, Jacques Hainard, conservateur du Musée d'ethnographie de Neufchâtel, en Suisse, et l'artiste engagée de Mexico, Helen Escobedo.

Les Actes de la xvie conférence générale de l'Icom tenue à Québec en 1992 présentent les textes des sept principaux conférenciers qui ont ensuite entretenu les participants sur deux sujets. Le thème « Les diversités culturelles et les musées » fut développé par l'Amérindien Tom Hill, du Woodland

30. Affiche officielle de l'Icom 1992, Québec, Canada.

31. Michel Noël, directeur du Nord du Québec, Ministère des Affaires culturelles, « La Muséologie de l'imprévisible », dans *Musées*, vol. 13, n° 4, décembre 1992, Montréal, Smq.

32. M. Federico Mayor, cérémonie d'ouverture, 19 septembre 1992, 19 h 30, au Grand Théâtre de Québec.

Indian Cultural Centre de Brantford, au Canada, par la conservatrice d'art ethnique Nima Poovaya-Smith, des Art Galleries and Museums de Bradford, en Angleterre, par Lars Nittve, le directeur du Centre d'art contemporain de Malmö, en Suède, et par Grace C. Stanislaus, la directrice du Bronx Museum of the Arts à New-York. Trois autres discours portent sur le thème « Les musées et l'environnement » avec Margit Rowell, la conservatrice du Centre Georges Pompidou à Paris, D.J.G. Griffin, le directeur du Australian Museum à Sydney, et Pierre Bourque, alors directeur du Jardin botanique de Montréal[33].

On doit souligner la contribution exceptionnelle de l'équipe du Musée de la civilisation. Quatorze communications seront présentées dans différents sous-comités de l'Icom par des directeurs et des professionnels du Musée. Un cahier de recherche publié en 1992 rassemble tous les textes de ces interventions qui témoignent de la réflexion sur le thème des nouvelles limites des musées[34].

Rapport synthèse : « *Big Bang* »

Pour conclure les débats de la conférence, le comité organisateur d'Icom'92 a mandaté le muséologue bien connu Hugues de Varine, ancien secrétaire général de l'Icom de 1965 à 1974. Après avoir qualifié de *Big Bang* l'explosion du nombre des musées dans le monde depuis les années 1970, il entretient les participants sur sa réflexion personnelle face aux sujets abordés lors de la conférence. Il rappelle notamment que les grands musées sont « toujours plus grands » ; que les petits musées sont « toujours plus nombreux » ; que les conjonctures politiques et économiques nouvelles « exigent des évolutions différenciées » ; que le fossé entre l'oral et l'écrit suscite toujours « des comportements culturels radicalement divergents » ; que la cohabitation des musées communautaires avec les musées nationaux et leur mission « identité » de nation reste difficile ; que la restitution des biens culturels et les trafics en tous genres « sont porteurs de conflits et d'incompréhensions » ; que la radicalisation des concepts – « revendication de groupes minoritaires et de cultures opprimées, dramatisation écologique, tourisme de masse, fixation sur l'art…, dérives ethnicistes et populistes » – est porteuse « de ruptures, de schismes et d'excommunication » ; que « le musée est devenu, dans certains cas, un supermarché de la culture à consommer », car il s'intègre « dans un ensemble de théories et de pratiques non muséologiques ». Finalement,

33. Voir les *Actes de la XVIe conférence générale* du Conseil international des musées, Paris, Icom, p. 32-65.

34. Roland Arpin, Michel Côté, Henri Dorion, Hélène Pagé, Geneviève Auger, Carole Bergeron, Claire Simard, Marie-Charlotte de Koninck, Andrée Gendreau, Michel Monette, Élisabeth Joy, Guy Toupin et Jules Morissette, *Allocutions des représentants du Musée de la civilisation à la XVIe conférence générale de l'Icom*, Québec, Musée de la civilisation, 1992, 139 p.

en ce qui concerne la dialectique public–non-public, entre musées qui ont leur public et ceux qui s'adressent au non-public, Hugues de Varine pose la question : « quelles relations pourront alors s'établir entre eux, que des années-lumière sépareront ? ».

Ces constats s'appliquaient au Québec en 1992 et ils s'y appliquent encore aujourd'hui. Le visionnaire Hugues de Varine, instigateur vingt ans plus tôt de la *Déclaration de Santiago* sur le rôle social du musée, termine son propos avec des perspectives à moyen et long terme. Pour lui, il sera de plus en plus nécessaire de définir clairement les objectifs du musée, ses responsabilités sociales et politiques. Le musée-spectacle a un bel avenir, en lien avec la civilisation urbaine des loisirs et de l'éducation permanente, le tourisme de masse et les communications internationales. La formule muséale de demain est sans doute celle du musée communautaire, qui fait du citoyen le sujet du musée, aussi bien que son objet et son acteur privilégié.

Il y aura diversification des modèles muséologiques, selon les continents et les situations socioculturelles nationales et locales. Il croit que certains musées deviendront des banques de données et d'objets et des centres de services, notamment multimédia, têtes de réseau et structures de liaison. Quant au petit musée, il sera sur la place du village, au même titre que la mairie, le café, l'école, l'église… Il sera un centre culturel de premier niveau. Le musée sera, dans bien des cas, un des équipements de base du développement local global, partenaire et acteur, tant par sa richesse et son langage propres, que par sa faculté d'identification et de catalyse de l'initiative locale.

Ces sept « visions » sont bel et bien présentes aujourd'hui dans le paysage muséal québécois et dans plusieurs pays. Comme le dit Hugues de Varine, « le musée ne sera plus un, mais multiple. »

Roland Arpin, directeur du Musée de la civilisation, remercia longuement Hugues de Varine pour ses propos stimulants et novateurs qui rejoignent les valeurs du concept du Musée.

Des contributions significatives et plurielles

Le congrès Icom'92 a donné l'occasion de montrer au monde les acquis et les innovations du Québec dans le domaine de la muséologie par la visite de nos institutions, particulièrement du Musée du Québec et du Musée de la civilisation qui ont fait, pour l'occasion, les choses « en grand ». Plusieurs événements thématiques et festifs se sont évidemment greffés au corpus impressionnant du programme d'Icom'92. D'autres manifestations de notre créativité et de notre avancement dans le domaine de la muséologie doivent être portées à notre mémoire.

Des ouvrages pour la mémoire de la muséologie

En 1992, la ministre des Affaires culturelles du Québec, madame Liza Frulla, confie à la Commission des biens culturels la conception de l'espace du ministère pour le Salon d'Icom'92. Tout est donc en place, samedi 19 septembre, pour lancer quatre publications du ministère. La Société des musées québécois publie un *Répertoire [des] institutions muséales du Québec*[35]. Il s'agit d'un inventaire des musées répartis dans les treize régions du Québec et un important guide de déontologie muséale. Précédemment, la Société avait lancé la revue *Musées*, consacrée aux grands thèmes et aux questions entourant la pratique muséographique au Québec et ailleurs ainsi que deux ouvrages pratiques publiés en collaboration avec le Musée de la civilisation concernant les expositions itinérantes[36] et l'éclairage dans les institutions muséales[37]. Le Ministère publie également une brochure intitulée *Le Centre de conservation du Québec*[38]. Ce document s'adresse aux professionnels pour les informer des conditions matérielles qui prévalent au Centre. Son architecture, les équipements et la sécurité sont largement présentés et rassurent sur les conditions exemplaires des œuvres et objets qui lui sont confiés. Une seconde brochure illustre les arrondissements historiques et naturels du Québec, réalisée en appui aux activités du kiosque du ministère des Affaires culturelles présenté au salon des exposants d'Icom'92 : *Conserver la mémoire des noms et des lieux*[39].

Enfin, *Patrimoine muséologique au Québec. Repères chronologiques*[40] est un ouvrage de référence tiré d'un manuscrit inédit de la thèse de doctorat de Cyril Simard. Il s'agit d'une étude de synthèse résumant graphiquement pour la première fois l'évolution de la muséologie au Québec. La préface est signée par Philippe Dubé de l'Université Laval et Raymond Montpetit de l'Université du Québec à Montréal. Corneliu Kirjan, Andrée Lapointe et Louise Brunelle-Lavoie ont supervisé l'ensemble des contenus historiques de 1534 à 1992 présenté en sept grandes périodes.

---

35. *Répertoire. Les Institutions muséales du Québec*, Québec, Société des musées québécois, 1992, 189 p.

36. Michel Forest et Jacques Viens, *Le Défi de l'exposition itinérante. Vue d'ensemble et expérience pratique*, Montréal, Société des musées québécois ; Québec, Musée de la civilisation, 1990, 228 p.

37. André Bergeron (rédacteur), Luc Courchesne, Charles Costain, Pierre Bouvier *et al.*, *L'Éclairage dans les institutions muséales*, Montréal, Société des musées québécois ; Québec, Musée de la civilisation, 1992, 176 p

38. *Le Centre de conservation du Québec*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1992, 38 p.

39. *Conserver la mémoire des noms et des lieux*, Québec, Commission des biens culturels et Commission de toponymie, 1992.

40. Cyril Simard, en collaboration avec Andrée Lapointe et Cornelius Kirjian, *Patrimoine muséologique au Québec. Repères chronologiques*, Québec, Commission des biens culturels du Québec, 1992, 111 p.

La publication de patrimoine muséologique innove en proposant une première esquisse de l'histoire du réseau muséal au Québec.
Cyril Simard en collaboration avec Andrée Lapointe et Cornelius Kirjian, *Patrimoine muséologique au Québec. Repères chronologiques*.

Un nouveau concept québécois : l'économuséologie

Pendant le congrès, la Fondation des économusées du Québec, un organisme non gouvernemental, qui partage depuis 1988 une vision commune quant à l'implantation d'ateliers d'artisanat porteurs de tradition et engagés à faire du « patrimoine qui gagne sa vie » une marque de qualité et une nouvelle façon de voir la muséologie telle qu'encouragée par le Minom et ses ambassadeurs depuis plusieurs années, lance officiellement le concept d'économuséologie. Il est bon de rappeler les principes fondateurs tels que présentés dans la brochure éditée pour l'événement et signée par la ministre Liza Frulla : *Économusée, economuseo, economuseum*[41]. Le message en trois langues s'adresse aux congressistes d'Icom'92 et aux visiteurs pour leur faire savoir qu'il est possible de casser le moule du musée classique en apportant une contribution complémentaire et innovante. La fondation, devenue aujourd'hui la Société du réseau Économusée, s'était donné la mission de faire une alliance entre la culture et l'économie, sans tomber dans le mimétisme et en misant sur l'économie créative au service du public.

41. *Économusée, economuseo, economuseum*, Québec, Fondation des économusées, 1992, 22 p.

L'émergence d'un nouvel enseignement de la muséologie[42]

Au Québec, des universitaires tels Luc Lacourcière, Jean-Claude Dupont, Robert-Lionel Séguin, Michel Lessard, Jean Simard, Raymond Montpetit, Pierre Mayrand, Robert Derome, Luc Noppen, John Porter, Laurier Lacroix et François-Marc Gagnon ont contribué à faire « disparaître les frontières » pour aboutir à une approche pluridisciplinaire du patrimoine muséographique, matériel et immatériel. Si l'Association des musées canadiens et la Société des musées québécois offrent des formations ponctuelles, il n'existe pas de formation universitaire des professionnels au milieu des années 1980. En 1983, la Société des musées québécois commande une analyse sur la formation et le perfectionnement en muséologie à Jean Trudel[43] qui va finalement conduire en 1984 à un projet de maîtrise en muséologie. Il ne s'agit pas d'une nouvelle préoccupation puisque, dès 1977, le ministère des Affaires culturelles du Québec commandait un premier rapport à Marie-Odile Jantel[44] de l'Université Laval sur la formation des futurs muséologues. D'où la naissance à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université de Montréal en partenariat, en 1987, d'un programme conjoint de maîtrise en muséologie. On doit les textes fondateurs à Raymond Montpetit. À Québec, l'Université Laval inaugure en 1988 avec Philippe Dubé un Déss en muséologie rattaché au programme d'ethnologie québécoise. Ces deux programmes universitaires ont produit ce qui est aujourd'hui considéré comme la relève qui légitime la muséologie comme discipline. Conformément au projet pilote d'une durée de cinq ans, l'Université du Québec à Montréal et l'Université de Montréal ont produit une première évaluation[45] couvrant la période 1987-1992. L'apparition des programmes de muséologie favorise l'émergence de la muséologie comme discipline au début des années 1990. Les nouveaux étudiants produisent

> de nombreux rapports de stages et des mémoires consacrés aux musées, aux collections et à la médiation de la culture. Une nouvelle littérature se développe et questionne la conception du patrimoine. Ainsi, les professeurs qui animent ces deux programmes vont produire des articles scientifiques qui légitiment peu à peu la muséologie comme discipline.[46]

Rappelons qu'à la même période, en juillet 1991, l'économuséologie était

42. Voir le dossier « La Formation en muséologie », *Musées*, vol. 14, nº 2, juillet 1992, Montréal, Smq, 38 p.

43. Jean Trudel, *Formation et perfectionnement en muséologie*, Montréal, Société des musées québécois, 1983, 130 p.

44. Marie-Odile Jantel, *Rapport sur la formation muséologique au Québec*, Québec, Direction des musées privés et centres d'exposition, Ministère des Affaires culturelles, 1978, 229 p

45. Laurier Lacroix et Jean Trudel, *Rapport d'évaluation du programme conjoint de maîtrise en muséologie*, Université de Montréal, Université du Québec à Montréal, mars 1993, 71 p.

46. Yves Bergeron, « La Question du patrimoine au Québec. État des lieux et mise en perspective », *Rabaska, Revue d'ethnologie de l'Amérique française,* vol. 9, Québec, Société québécoise d'ethnologie, 2011, p. 17.

déjà enseignée par son fondateur à l'École internationale de muséologie de l'Unesco à Brno, en Tchécoslovaquie, école sous la direction de Zbynëk Stransky et Vinos Sofka. Cyril Simard est un des précurseurs de la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel reconnu par l'Unesco depuis la convention sur le patrimoine culturel immatériel (Pci) adoptée en 2003.

D'autre part, René Rivard donne des formations en nouvelles muséologies au programme d'études muséologiques de l'Université d'Umeå, en Suède, dirigé par Per Uno Agren, et plus tard à l'Université de Rennes. On lui doit notamment des textes majeurs sur la nouvelle muséologie publiés dans les revues *Muse* et *Musées*. Il est également responsable de la diffusion du texte fondateur de Freeman Tilden *Interpreting our Heritage*[47] qu'il a traduit en français[48] alors qu'il travaillait à la direction de Parcs Canada. Les nouvelles Chaires en patrimoine créées depuis 2000 à la suite du rapport Arpin[49] sur le patrimoine sont le prolongement des nombreux centres de recherche et d'associations axées sur le patrimoine matériel et immatériel.

Une réussite collective !

En aval comme en amont, Icom'92 a marqué un tournant pour la muséologie québécoise et canadienne. Il est important d'en identifier les effets. Rappelons simplement la construction et le renouvellement des musées à la grandeur du Canada et plus particulièrement du Québec. La réflexion au niveau universitaire a connu un élan sans précédent en raison de ce congrès puisqu'il fallait repenser l'histoire du réseau muséal. Cette période marque le virage des musées pour les publics et le renforcement du partenariat avec d'autres musées tant au niveau national qu'international. Cet événement a permis la résurgence de nouveaux modèles de développement basés sur l'innovation, la créativité et l'interdisciplinarité.

Ces changements sont l'œuvre d'un travail collectif qui, de 1986 à nos jours, a permis l'émergence de la muséologie québécoise à l'extérieur des frontières. Puisque l'histoire de la muséologie est relativement récente et que la mémoire est une faculté qui a tendance à oublier, n'est-il pas nécessaire de laisser des traces afin de retrouver un jour le chemin parcouru au cours des vingt dernières années ?

---

47. Tilden Freeman, *Interpreting our Heritage*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1957, 119 p.

48. René Rivard (traduction), *L'Interprétation du patrimoine* (1957) de Freeman Tilden, dans André Desvallées (sous la direction de), *Vagues. Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mnes, 1992, p. 258.

49. *Un présent du passé. Proposition de politique du patrimoine culturel déposé à Agnès Maltais, ministre de la Culture et des Communications du Québec*, Québec, Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel, 2000, 240 p.